

Bruxelles, le 31 octobre 2023

Appel de la Coordination Europe Haïti à l'Union européenne pour le soutien d'une nouvelle gouvernance pour un avenir démocratique et pacifique en Haïti

La Coordination Europe-Haïti (CoEH) s'est réunie en assemblée générale mi-octobre 2023 pour échanger des derniers développements et de la situation de plus en plus catastrophique en Haïti. La CoEH est un réseau d'organisations et de plateformes de la société civile européenne fondé en 2004 et qui travaille en étroite collaboration avec des organisations et mouvements de la société civile en Haïti. La CoEH s'est donnée pour mission de faire entendre la voix des Haïtiennes et Haïtiens auprès de l'Union européenne (UE) et de ses États membres et c'est dans ce cadre qu'elle interpelle l'UE en lui demandant d'être plus attentive à cette situation extrême. Notre appel est un recours urgent à l'action pour faciliter la recherche d'une véritable solution d'avenir pour Haïti, en accord avec la volonté de la grande majorité de la population haïtienne.

Depuis le début de l'année, la situation en Haïti n'a fait qu'empirer. Le pays s'enfonce de plus en plus dans le chaos, sans perspective d'avenir pour la population. Ce chaos se caractérise par le déferlement sans aucune contrainte de groupes armés qui contrôlent chaque jour des espaces plus importants de la capitale et de certaines régions de province, notamment l'Artibonite, principal grenier du pays. Ces bandits, qui agissent en toute impunité, chassent les habitants de leurs maisons, tuent, blessent, brûlent, pillent et violent. Au cours du 1er semestre de 2023, au moins 2.000 homicides et 1.500 enlèvements ont été perpétrés par les bandes armées et plus de 200.000 personnes ont été déplacées par la violence en Haïti. À tout cela vient s'ajouter l'inflation, la pauvreté, une économie en déroute et la faim qui touche pratiquement un Haïtien sur deux. Cette crise a été exacerbée par la fermeture unilatérale de la frontière et le déploiement militaire massif de la République dominicaine en représailles au projet de canal sur le fleuve Massacre, destiné à irriguer près de 3.000 hectares de terres haïtiennes.

C'est dans ce contexte insupportable que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté le 2 octobre une résolution autorisant le déploiement d'une force multinationale de sécurité dirigée par le Kenya pour lutter contre la violence des gangs en Haïti, sans questionner le rôle que des détenteurs actuels du pouvoir en Haïti jouent dans cette situation d'extrême violence. L'envoi de cette énième mission de troupes internationales est présenté comme une lueur d'espoir pour un pays totalement abandonné par son gouvernement. Mais de quel espoir parle-t-on si cette force, au lieu de s'attaquer à la racine du mal, ne fait que renforcer le gouvernement qui a conduit le pays à l'état infernal dans lequel il se trouve aujourd'hui ?

Nous sommes convaincus que tout effort de solution aux problèmes actuels d'Haïti, doit passer, avant tout, par la mise en place d'un gouvernement fonctionnel déterminé à gérer le pays. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour le gouvernement de M. Ariel Henry qui n'a aucune légitimité, aucun mandat et qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains sans aucun contrôle. Haïti a aujourd'hui besoin d'un nouveau leadership, d'un gouvernement de transition composé de personnalités crédibles, progressistes et engagées dans la promotion de la démocratie, les droits humains et le respect de l'État de droit. Ce nouveau gouvernement devrait créer les conditions pour le rétablissement de la sécurité dans le pays et faciliter la tenue d'élections libres et équitables, permettant ainsi aux hommes et femmes politiques non affiliés à des gangs de se présenter aux élections et garantissant la liberté de vote de la population et son droit de choisir ses dirigeants. Seule la mise en place d'un gouvernement de transition crédible permettra aux forces de police et de sécurité, avec le soutien probable de forces extérieures selon les besoins, de lutter efficacement contre la violence des gangs et les autres formes de violence qui endeuillent sa population.

Face au constat de ces développements préoccupants de la situation en Haïti et tenant compte de la « Résolution sur la situation humanitaire et sécuritaire en Haïti » adoptée par l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE le 28 juin 2023 à Bruxelles, du cadre autonome de mesures restrictives adopté par le Conseil de l'Union européenne le 28 juillet 2023 et de la Résolution 2069 autorisant le déploiement d'une force multinationale adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 2 octobre 2023, la CoEH

interpelle l'Union européenne à appliquer ses valeurs et principes fondamentaux de justice, de démocratie et de droits humains dans sa politique envers Haïti. Plus spécifiquement, la CoEH demande à l'UE de :

1. Ne plus soutenir le gouvernement illégitime et soupçonné de crimes d'Ariel Henry, mais plutôt appuyer toute initiative visant à instaurer une nouvelle gouvernance en Haïti, qui doit passer par la formation d'un gouvernement de transition soutenu par une large majorité de la société haïtienne.

La CoEH demande à l'UE d'oser changer d'orientation et de stratégies concernant Haïti en apportant son appui à un processus de construction d'une nouvelle gouvernance en Haïti. La CoEH conseille à l'UE d'écouter d'autres voix, notamment celles d'une société civile qui exige une rupture et la participation réelle des Haïtiennes et Haïtiens à la construction de leur propre destin. Dans cette perspective, nous demandons à l'UE de soutenir un processus de dialogue politique pour la formation d'un gouvernement de transition et de rupture soutenu par une large majorité de la société haïtienne et désireux de prendre en mains la gestion du pays sur des bases de justice, d'équité et d'inclusion et qui soit en mesure d'organiser des élections crédibles.

2. Allouer les ressources nécessaires à une véritable politique de sanctions de l'UE contre les individus qui soutiennent les gangs, le trafic d'armes, de munitions et de stupéfiants, ainsi que la corruption en Haïti.

La CoEH prend acte de la volonté exprimée par l'UE dans le cadre autonome de mesures restrictives approuvé le 28 juillet 2023 à appuyer les sanctions internationales pour lutter contre le trafic d'armes et de munitions qui endeuille Haïti ainsi que la corruption qui occasionne le détournement des ressources qui devraient servir à améliorer les conditions de vie de la population. La CoEH demande à l'UE de contribuer à l'identification de toute personne qui participe à ces crimes, quelle que soit leur nationalité - européenne, haïtienne, américaine et autres - et d'informer, en toute transparence, le public sur les faits qui sont reprochés à ces personnes et transmettre leurs dossiers à la Justice haïtienne pour suivi.

3. Faire preuve de transparence sur les priorités de son action en Haïti et sur les versements effectués ces deux dernières années au gouvernement haïtien ainsi qu'aux fonds dédiés aux acteurs de la société civile en Haïti.

La CoEH demande à l'UE de fournir en toute transparence à la société civile haïtienne et aux citoyens européens des informations sur les aides actuellement accordées au gouvernement de M. Ariel Henry, les mécanismes de contrôle de ces aides dans un contexte de dysfonctionnement de toutes les institutions du pays et de soupçon de connivence de ce gouvernement avec les groupes armés. Nous voulons nous assurer que les ressources des citoyens et citoyennes européens ne servent pas à alimenter le fonctionnement des groupes armés et le chaos auquel l'on assiste actuellement en Haïti. En même temps, nous soutenons toute aide qui contribue à mettre en place des conditions de vie digne pour la population, qui fait la promotion des valeurs fondamentales de l'UE et qui appuie des stratégies pouvant aider à résoudre définitivement la crise haïtienne.

Pour la COEH,



Christophe Mohni
Coordinateur CoEH



Ornella Braceschi
Présidente Collectif Haïti de France/Membre Comité de pilotage